

Infographie : La doctrine Poutine

Eclairage sur les intérêts russes dans le monde p.6



Le Maghreb vu de Tunis

Entretien avec Hatem Bensalem : le diplomate et ancien ministre tunisien partage son analyse sur l'avenir commun des pays du Maghreb p.10



Turquie, la tentation arabe...

Le printemps arabe aura mis en lumière plus que jamais le repositionnement de la diplomatie turque au cœur des enjeux du monde arabe p.12

Edito

Par Brahim FASSI-FIHRI

Président fondateur de l'Institut Amadeus

Le Maroc n'a cessé depuis son indépendance de réaffirmer son identité africaine. Le Royaume occupe depuis plus de 50 ans une position de leader au sein du continent. La coopération entre le Maroc et ses partenaires africains a connu plusieurs temps forts. D'abord celui de la coopération militaire, puis celui de la coopération politique, avant d'entrer dans l'ère de la coopération économique depuis la fin des années 1990. Le volume des échanges commerciaux entre le Royaume et les pays sub-sahariens est passé de 588 millions de dollars en 1998 à 3 milliards de dollars en 2008. Le Maroc est depuis quelques années le deuxième investisseur africain sur le continent. Cette place de choix qu'occupe le Maroc au sein de la communauté africaine, nous appelle aujourd'hui à nous interroger sur la pertinence d'un retour du Royaume au sein de l'Union africaine. L'Organisation de l'Unité africaine (OUA) avait reconnu en 1982 la « République arabe sahraouie démocratique » (RASD), et l'a accueillie comme Etat-membre, sous l'impulsion de l'Algérie, conduisant le Maroc, pourtant membre fondateur, à se retirer de l'instance africaine.

Trente ans plus tard, il devient évident que l'absence du Maroc des structures de l'Union africaine, est de plus en plus inconfortable pour le Royaume. Cet handicap se ressent de plus en plus sur le plan multilatéral, l'UA étant désormais considérée comme l'interlocutrice privilégiée et incontournable de la Communauté Internationale. L'Union a vu ses prérogatives s'élargir considérablement, en matière de maintien de la paix, de prévention des conflits et de développement. Cette nouvelle tendance des pays membres de l'UA à coordonner et à formuler des positions communes, au nom de l'Afrique, sur les questions multilatérales au sein des organisations internationales, fragilise la position du Maroc, malgré son statut d'Etat membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations unies. La stratégie de « relais » longtemps utilisée par le Maroc, consistant à s'appuyer sur des pays « amis » membres de l'UA, pour influencer ou orienter les décisions de l'organisation se révèle de moins en moins efficace. La stratégie africaine du



Russie : Le réveil de l'Ours

Royaume ne peut plus être le résultat d'une somme de coopérations bilatérales, au moment où le multilatéralisme prime.

Si la pertinence du retrait du Maroc de l'OUA était à l'époque justifiée par des considérations politiques légitimes, la politique de la chaise vide n'a pas servi la cause du Maroc dans l'agora africaine.

Aujourd'hui le Maroc est engagé depuis 2007 avec le Polisario dans un processus de négociations sous l'égide des Nations unies, un retour du Royaume au sein de l'UA, même sans être accompagné dans

un premier temps par le retrait de la fictive « RASD » comme Etat membre de l'Organisation, renforcera de facto la position du Maroc sur la question du Sahara au sein de l'UA. Il est en effet plus aisé de « combattre » la présence de la « RASD » au cœur de la structure qu'à l'extérieur des instances africaines. L'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 alors que Taïwan clôturait ses négociations d'entrée dans l'organisation peut être considérée par le Maroc comme un exemple à suivre. En effet adhésion ne signifie absolument pas reconnaissance ou perte de souveraineté. Le retour du Maroc à l'UA peut être réalisé de manière progressive, en participant tout d'abord aux réunions sectorielles et thématiques auxquelles le Polisario ne

participe pas faute de moyens. Le retour du Maroc, même progressif, au sein des structures de l'Organisation africaine est de plus en plus souhaité par une large majorité des Etats membres de l'UA. Le plébiscite du Maroc lors de la dernière élection au CS de l'ONU en témoigne très largement. L'expertise du Royaume et sa position d'acteur clé sur le continent appellent les pays africains à dépasser leurs positions idéologiques pour se positionner sur des considérations pragmatiques. Il faut noter avec satisfaction que la diplomatie marocaine participe « dans les couloirs » depuis quelques années aux Sommets de l'Union africaine. Est-ce le premier pas d'un retour programmé ?

Il devient évident que l'absence du Maroc des structures de l'Union africaine est de plus en plus inconfortable

Union du Maghreb Arabe: Prémices de renouveau ou énième désillusion?



UMA

Prémices d'un renouveau ou énième désillusion?

Par Soraya Oulad Benchiba

Près d'un an après le déclenchement du Printemps arabe et malgré les nombreux changements initiés par les différents gouvernements, les tensions sociales et économiques subsistent dans la région du Maghreb. A l'heure actuelle, le taux de chômage au sein de la population maghrébine avoisine les 14% ; parmi lesquels 30% ont moins de 25 ans.

En Tunisie, en dépit du déverrouillage politique qu'il a apporté, le Printemps arabe a participé à l'exacerbation des difficultés économiques du pays, entraînant baisse du tourisme et départ précipité de certains groupes étrangers. En Algérie, la paix sociale, achetée à coups d'augmentation de salaires des fonctionnaires, de subventions aux produits de première nécessité, et de généralisation des crédits à 0% accordés aux jeunes promoteurs, a conduit au creusement du déficit budgétaire. Au Maroc, même si le printemps arabe en lui-même n'a pas enrayer le processus économique, ce sont des facteurs exogènes liés à la crise économique mondiale, qui continuent de mettre à mal l'économie.

Les tensions et attentes sociales persistantes, et les failles économiques-conjoncturelles ou structurelles de l'après Printemps arabe réclament des initiatives politiques fortes à l'échelle du Maghreb et à la mesure des risques potentiels. L'effet domino du Printemps arabe sur la région a rappelé à tout le monde, que les pays du Maghreb ont un destin commun et qu'ils ne peuvent surmonter leurs défis socio-économiques qu'à travers une étroite coopération. Avec la réapparition d'un idéal de l'union que l'ont pensé mort, cela est peut-être en train de se produire.

Nouvelle redistribution des cartes

Le Printemps arabe a renversé des régimes, en a secoué certains et fait évoluer d'autres pour enfin, de façon surprenante au premier abord, remettre l'Union du Maghreb Arabe sur le devant de la scène. Le dossier UMA a été rouvert

par les nouvelles forces politiques dès leur arrivée au pouvoir. On a ainsi pu assister dernièrement à une multiplication d'actions pour ressusciter l'Organisation.

Le coup d'envoi a été donné par le tout nouveau président tunisien Moncef Marzouki qui a dédié ses premiers déplacements à une tournée maghrébine l'ayant conduit successivement à Tripoli, Rabat, Nouakchott, et Alger pour convaincre ses homologues de la tenue d'un sommet extraordinaire de chefs d'Etats maghrébins dans le courant de l'année. Un signal fort quand on sait que la dernière réunion des leaders des cinq Etats membres remonte à 1994, et que depuis cette date, toute tentative de renouveler l'expérience s'est soldée par un échec (cf. chronologie).

Cette initiative de Marzouki s'explique sans doute par le fait que le Printemps arabe ouvre la voie à l'émergence d'un nouveau leadership maghrébin qui reste à définir.

La Tunisie, s'enorgueillissant d'avoir allumé le brasier du changement, souhaiterait à présent confirmer, auprès des élites maghrébines, son rôle historique d'avant-gardiste. Petit pays de par la superficie, la Tunisie est néanmoins un grand pays en matière de modernité et de progrès : premier pays indépendant, premier pays progressiste dans la région avec Bourguiba.

Aujourd'hui, pour avoir été le berceau du Printemps arabe et pour conforter son rôle de conciliateur, la Tunisie s'octroie la primauté sur plusieurs initiatives dont celle de faire le premier pas en faveur de l'UMA.

Conscients de l'enjeu, le Maroc et l'Algérie ont très vite réagis ; le Ministre des Affaires Etrangères du Maroc, Saad Dine El Otmani, ayant emboîté le pas en effectuant sa première visite officielle à l'étranger à Alger. Cette visite revêt un caractère symbolique car déterminante dans la réalisation du rêve UMA. Toutes les chances de voir l'UMA réellement opérationnelle reposent en effet sur la normalisation des relations entre Rabat et Alger. Ayant parfois semblé

à contre-courant du Printemps arabe, l'Algérie a compris qu'il lui fallait sortir de son isolement et que l'UMA pourrait, temporairement, faire office d'échappatoire. Au Maroc, malgré le fait qu'il y ait toujours eu une forte volonté politique de voir l'UMA effective, l'arrivée au pouvoir du PJD a renforcé ce désir d'union maghrébine. Le parti islamique ayant toujours été enclin à une intégration intra-régionale plutôt qu'à un arrimage avec les puissances européennes ou américaines.

Bien qu'ils aient approuvés l'idée d'une « renaissance » de l'UMA, la Mauritanie et surtout la Libye, restent pour le moment en retrait, concentrés sur la gestion de leurs problèmes internes. Dans un futur proche, on ne serait néanmoins pas surpris de voir la Libye convoiter une place de leader à son tour, probablement pas politique à la Kadhafi, mais économique grâce à son fort potentiel économique.

Le coût du non Maghreb

Ce n'est un secret pour personne : dans une configuration de bloc régional, le commerce intra-maghrébin est l'un des plus faibles au monde, et le taux de chômage, flirtant régulièrement avec la barre des 20%, reste un des plus élevés. Tandis que les échanges commerciaux des pays du Maghreb avec l'Union Européenne représentent entre 60 et 70% de leur commerce extérieur, les échanges intra-maghrébins ne représentent que 2.5%. Même les échanges avec l'Amérique Latine sont supérieurs à ceux qu'ils entretiennent entre eux.

Les économistes sont unanimes : le non-Maghreb coûte cher. Les pertes de la non-intégration s'élèveraient à plus de 10 milliards de dollars par an pour l'ensemble de la région. Cumulés à la rigidité des structures économiques, aux barrières douanières élevées et aux faibles taux d'investissements, la faiblesse des échanges intra-régionaux freine le décollage des économies maghrébines.

En revanche, l'intégration économique régionale ferait gagner chaque pays du Maghreb 2 points par an de croissance économique (PIB). Par ailleurs, les synergies créées par l'intégration économique régionale constitueraient un attrait pour

les investissements étrangers, véritables machines à création d'emplois.

Au niveau régional, ce sont surtout les secteurs primaire et secondaire (agriculture et industrie) qui connaîtront un dynamisme sans précédent, notamment en cas de suppression partielle ou totale de droits et taxes relatifs aux échanges liés à ces deux secteurs. Le Maghreb est riche en ressources naturelles : pétrole, gaz, phosphates mais détient également une production agricole très variée. A titre illustratif, le Maroc possède près de la moitié des réserves mondiales de phosphates, « mais pour les transformer en engrais, il faut de l'énergie, du soufre et de l'ammoniac, trois intrants dont l'Algérie dispose en abondance et à des prix très compétitifs »(1) ; pourtant ce n'est pas de son voisin direct que le royaume importe ces ressources naturelles. Imaginant un partenariat entre « la Sonatrach algérienne (pétrole) et l'OCF (phosphates) », France Gilles affirme que cela pourrait faire du Maghreb « la base de production d'engrais la plus compétitive du monde, entraînant dans son sillage de nombreuses entreprises de sous-traitance et des investisseurs des cinq continents, sans compter un nombre incalculable d'emplois »(1).

Les patrons des grandes entreprises maghrébines ont bien saisi les bénéfices considérables que représente l'intégration économique régionale sur la mise en exécution des grands projets. Et las de ne voir aucun changement, les organisations patronales des cinq pays du Maghreb ont entrepris plusieurs actions dans la perspective de faire évoluer la dimension « économique » de l'UMA. Ils ont entre autres créés en février 2007, l'Union Maghrébine des Employeurs (UME) et quelques années plus tard, la Banque Maghrébine d'investissement et du Commerce Extérieur (BMICE) destinée à financer des projets dans les domaines agricoles et industriels. Pour beaucoup, la paralysie politique de l'UMA ne doit pas empêcher l'émergence du Maghreb économique. Pour d'autres, à l'instar du vice-président de la Confédération Générale des Entrepreneurs Marocains (CGEM), Hammad Kassal, « c'est l'économie qui va briser le mur politique qui existe aujourd'hui »(2). Mais en dépit des bonnes

Le dossier UMA a été rouvert par les nouvelles forces politiques dès leur arrivée au pouvoir.

mier pays indépendant, premier pays progressiste dans

volontés, ces initiatives n'ont pas donné les résultats escomptés; les contentieux politiques entravant toute démarche.

Le Maghreb sera d'abord politique ou ne sera pas

L'UMA ne peut survivre autrement que politiquement d'abord. L'Union Européenne a été créée sous l'impulsion de personnalités politiques. Dès 1986, l'Acte Unique a conféré à l'Union Européenne sa casquette politique. En 1992, c'est le traité de Maastricht qui lui a assis ses bases politiques. Malgré les discordances politiques entre les pays de l'UE, c'est une volonté politique commune qui permet à l'Union de survivre.

Dans le cas du Maghreb, la mise en place d'une coopération intra-régionale durable et effective repose sur la capacité des Etats membres à surmonter leurs rivalités. Jusqu'à présent, toute tentative d'entrée en vigueur des traités ou de réalisation des missions de l'UMA, se sont heurtées aux désaccords persistants entre les pays membres. La non-résolution du conflit du Sahara, malgré les efforts déployés par le Royaume, reste problématique et alimente les tensions entre le Maroc et l'Algérie.

Ce n'est cependant pas le seul problème. Les crises internes ont concouru pour affaiblir la dynamique maghrébine (voire cartographie). En effet, les chances de l'UMA de « réaliser une opération(...) consistant à établir un marché intérieur, sont compromises par l'instabilité politique de certains de ces pays et par les

relations politique souvent tendues qu'ils ont entre eux » (3).

Mais si pendant longtemps l'UMA est restée lettre morte, c'est aussi parce que « chaque Etat voyait dans le voisin proche non pas un partenaire mais un adversaire qui fait peur »(4). Et malgré de nombreuses similitudes, les pays du Maghreb n'avaient pas de vision commune et « pendant que la Tunisie affirme sa vocation arabe et que la Libye de Kadhafi affirme que l'Afrique est le seul choix', l'Algérie reste fidèle à sa vocation 'tiers-mondiste', et le Maroc s'escrime à se faire reconnaître 'un statut avancé' dans ses relations avec l'UE »(4).

Néanmoins, si sur le dossier Sahara, les choses n'ont pas beaucoup évolué, il y a eu des avancées sur d'autres plans. Les signes de réchauffement entre les deux pays voisins sont apparus notamment avec les échanges de visites au niveau ministériel, la signature ces dernières années de plusieurs accords de coopérations et l'appel lancé par le Roi du Maroc lors du discours du trône en 2011 appelant vigoureusement à une meilleure intégration régionale, notamment avec son voisin algérien.

Un Maghreb tourné vers l'extérieur

La paralysie de l'UMA a largement profité aux voisins européens. A l'heure où les relations entre les pays du Maghreb restaient figées, les relations entre chaque pays membre avec l'Europe s'intensifiaient. On a ainsi pu assister à une course à l'arrimage avec l'Europe, no-

tamment à travers l'UPM mais également avec d'autres régions : la Tunisie, le Maroc, la Libye et la Mauritanie rejoignent la CEN SAD créée en 1998 et l'Algérie participe à la création du NEPAD dans les années 2000.

Pendant longtemps, les efforts des pays maghrébins étaient surtout dirigés en faveur d'un renforcement des relations euro-méditerranéennes plutôt que vers la construction d'un Grand Maghreb. En tant que principal partenaire économique de chacun des pays du Maghreb, c'est l'Europe qui tire le plus grand profit de l'échec de l'UMA au point qu'aujourd'hui en Algérie, par exemple, « la rente pétrolière détourne le régime de la nécessité de s'insérer dans un développement régional tant ses principaux clients sont extérieurs à la région »(2).

Mais l'Europe ne peut plus constituer la solution aux problèmes du Maghreb. Si elle a immédiatement répondu présente à la reconstruction de la région après le Printemps arabe, la crise économique que traverse le continent le conduira certainement à revoir son aide extérieure à la baisse. Un Maghreb uni et solidaire serait tout à fait capable de répondre aux défis auxquels il fait face.

L'UMA: ultime carte ?

Le printemps arabe, soufflant de part et d'autre de la région, a démontré une fois de plus que les pays du Maghreb ont plus qu'une histoire, une religion ou encore une langue en commun. En plus des enjeux socio-économiques

plus au moins similaires (mondialisation de l'économie et chômage des jeunes), les pays font face à des défis d'ordre sécuritaires communs importants : émergence de nouveaux groupes terroristes, circulation d'armes lourdes, ou encore rébellion au Sahel. La région constitue également une passoire des migrations clandestines vers l'Europe. De même, un espace régional sécurisé constituerait un frein aux menaces extérieures

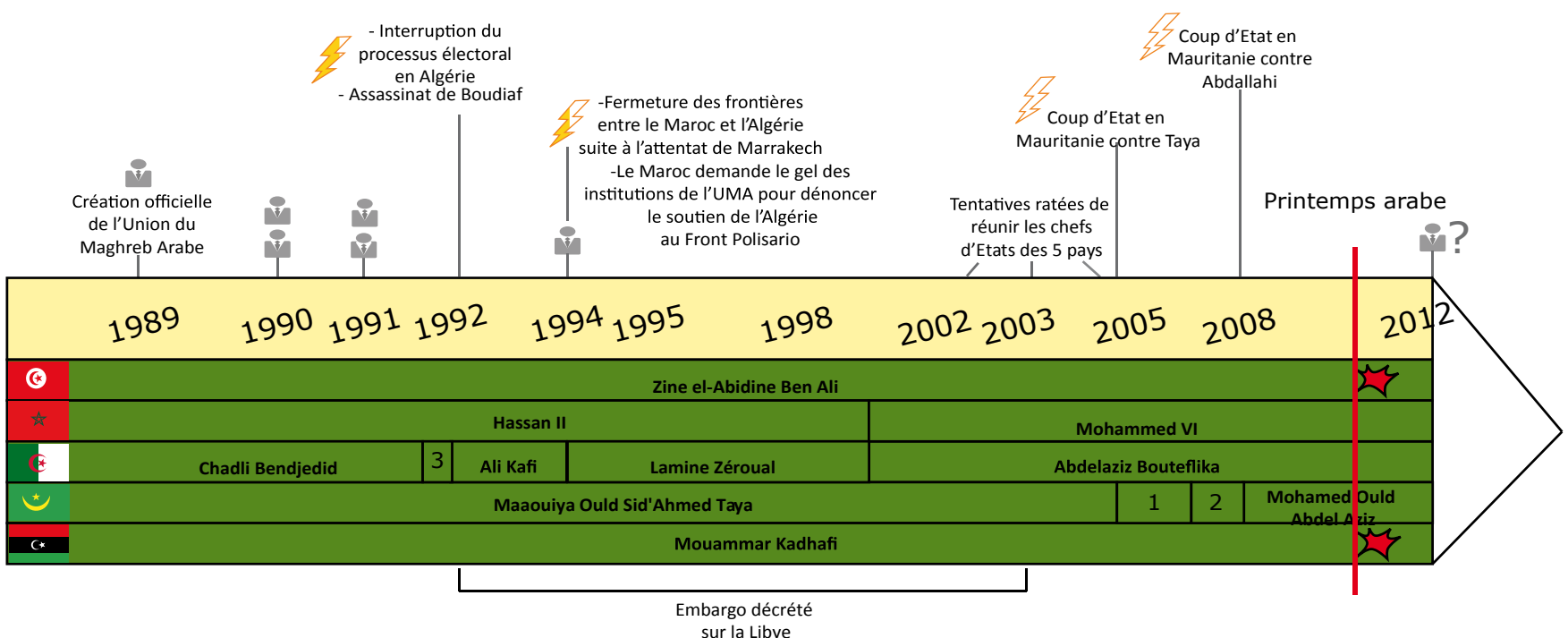
L'UMA, une solution à ces défis ? Pourquoi pas. Mais encore faut-il que les leaders maghrébins soient définitivement convaincus qu'aucune réforme politique n'est viable si elle n'est pas soutenue par un modèle de développement favorisant une croissance économique génératrice d'emplois. Car après tout, ce sont là les revendications majeures des mouvements de révolte.

Références:

- (1) Le « non-Maghreb » coûte cher au Maghreb, Francis Ghiles, le Monde diplomatique, janvier 2010
- (2) Le Maroc, l'Union du Maghreb Arabe et l'intégration régionale, Euro Mesco, coordination Luis Martinez, auteurs Alexandra Poli, Kamel Cheklat, Hatem Ben Maimoun et Maria Rendo, Mai 2008
- (3) Stratégies en Méditerranée, Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe, ISBN 92-871-2667-4
- (4) Le monde arabe expliqué à l'Europe : Histoire, imaginaire, culture, politique, économie, géopolitique, Bichara Khader, Coédition Académia Bruylant (2009)

20 ans de surplace

Cette chronologie montre clairement la rupture qui s'opère à partir de 1994, mettant prématurément fin à une genèse déjà balbutiante. Le printemps arabe est venu bouleverser le statut quo entretenant par la même un nouvel espoir de voir l'UMA enfin se concrétiser.



- 1 Ely Ould Mohamed Vall
- 2 Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi
- 3 Mohamed Boudiaf

Réunion des cinq chefs d'Etats
 Evénements perturbateurs
 Changement de chefs d'Etats

Russie

Le réveil de l'ours

Personne n'aurait imaginé que plus de vingt ans après la chute de l'Union soviétique et l'avènement du système unipolaire, la Russie ne manquerait pas de revenir au premier plan sur la scène internationale.

Par Amine AMARA

Après une modernisation économique «tragique» qui entraîna un nombre incalculable de victimes, exemple comme un autre d'un hiver existentiel dans lequel l'influence de la Russie ne pouvait exister sans l'aide de la diplomatie américaine. L'économie et la société russe tombèrent aux mains d'anciens dignitaires soviétiques devenus de véritables oligarques à la faveur de la privatisation des monopoles d'Etat. Pourtant, les prémices d'une reprise en main commencèrent à pointer dès 1997, année de l'arrivée au pouvoir, au terme d'une grave crise de régime, de Vladimir Poutine.

Poutine et son équipe ont réussi en dix ans à refaire de la Russie une puissance. Du marché incontournable de l'énergie mondiale jusqu'aux opérations de maintien de la paix dans la zone stratégique d'Asie centrale, la Russie est aujourd'hui un acteur international inévitable. L'émergence économique et stratégique chinoise, l'as-thénie galopante de la puissance diplomatique américaine, les intimidations alle-

mandes sur les économies européennes, couplés avec l'une des plus grandes crises du capitalisme contemporain, nous obligent à regarder l'avènement de la Russie d'une façon inéluctable.

Cependant, le renouveau de la Russie est aussi dû à une conjoncture mondiale favorisant un retour des politiques de puissance, la mondialisation post guerre froide se dilue, le multilatéralisme est devenu la règle, nous évoluons dans un monde plus connecté mais aussi plus dangereux. La Russie, héritière de son passé soviétique, semble définir sa diplomatie en fonction d'une vision du monde toujours liée à sa longue histoire d'empire eurasiatique. Ses voisins immédiats, ou étrangers proches comme définis par Moscou, qui ont subi ou souhaité son influence et sa protection, ressentent encore la force centrifuge de sa puissance politique, économique et militaire.

En d'autres termes, les relations Russie-étranger proches ne sont pas toujours à

sens unique, le concept usuel du post-impérialisme russe, incapable d'appréhender le monde hors de la grille de lecture héritée de la Guerre froide, ne peut à lui seul dévoiler les interdépendances qui se superposent aux rapports de force. La Russie cherche certes à affirmer sa présence dans sa chasse gardée, comme toute puissance régionale qui jalouse son pré-carré, et «l'étranger proche» a tout de la zone tampon, mais se contenter de cela est finalement bien simpliste. L'étranger proche est une notion qui évolue, et à laquelle la Russie doit s'adapter. Les alliés d'aujourd'hui peuvent devenir les ennemis de demain, les insoumis d'hier peuvent quant à eux devenir les plus proches amis d'aujourd'hui. D'autant plus que les zones et le poids des influences extérieures à l'image de la Chine, la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis remodelent et pèsent sur toute la région eurasiatique obligeant la Russie à toujours reconsidérer et anticiper ses concepts stratégiques et ses intérêts géopolitiques.

L'Occident, si près et pourtant si loin

La création d'un centre d'entraînement militaire allemand près de Nijni Novgorod, la vente de Bâtiments de Projection et de Commandement (BPC Mistral) par la France dont deux seront construits par les chantiers navals Russes et la construction de blindés italiens à Voronej démontrent tout l'intérêt que porte Moscou à ses partenariats européens de défense. De même que l'entente cordiale entre l'ancien Président Medvedev et Barack Obama semblait toute naturelle tant les deux dirigeants étaient connus pour être plus disposés aux concessions mutuelles que le tandem Bush / Poutine, une entente qui a d'ailleurs permis

Poutine en bon stratège et grand admirateur non de Staline mais du réformateur Piotr Stolypine devra l'imiter sous peine de renforcer une opposition intérieure et extérieure déjà sur les dents.

de grandes avancées à l'instar de la signature à Prague en 2010 du traité START-3 ou encore l'arrivée de la Fédération de Russie au sein de l'OMC.

Cependant, un raidissement des positions des deux superpuissances nucléaires commence à s'opérer autour de la question du bouclier antimissile (anti-ballistic missile ou ABM). Les pressions de Washington, ainsi que les décisions des gouvernements roumain, tchèque et polonais d'accepter sur leur sol des éléments de cet ensemble militaire ont complètement braquer leurs homologues Russes. Le prochain sommet de l'Alliance Atlantique prévu les 20 et 21 mai à la ville de Chicago s'annonce déjà difficile. L'objectif d'arriver à décrocher un accord-cadre avec le grand Ours oriental va tout simplement se heurter au grand refus de Poutine. La Russie à même confirmé en décembre 2011 par la voix de l'ancien Président Medvedev la mise en place d'un radar opérationnel dans la région de Kaliningrad en 2014 ainsi que l'élaboration d'un système national de défense balistique à base de missiles Iskander (SS-26 Stone dans la terminologie militaire occidentale).

Qu'il s'agisse d'un second coup de poker de la part des Américains à l'image de celui de la Guerre des Etoiles initié par l'administration Reagan ou encore d'un besoin stratégique de bénéficier d'une protection balistique contre l'Iran, il va de soi que cette insistance de mailler le territoire Européen de mesures antimissiles soit peu ou prou dans une optique d'affaiblissement de Moscou. Par contre au vu de la santé plus que chancelante

Le palais du Kremlin, siège du gouvernement russe



des États-Unis, la logique économique ne pourrait suivre, sauf à considérer une véritable fuite en avant. Enfin, la dernière sortie de Vladimir Poutine laisse clairement prévoir le ton de l'actuel maître du Kremlin, la lecture faite de ce discours qui a eu lieu au stade olympique de Moscou le 23 février 2012 est utile car il cristallise de manière on ne peut plus claire les idées maîtresses de Poutine : souveraineté nationale, Veto à l'ONU contre toute opération de l'OTAN et la relativisation de la réussite du Printemps arabe sans oublier le rôle flou et double que joueraient certaines ONG. Le tout en rappelant son ambition d'établir une union économique du Pacifique à l'Atlantique.

Le projet du bouclier ABM a surtout mis en relief les lignes de fracture avec les anciens membres du Pacte de Varsovie. Avec un Vladimir Poutine réélu, il va sans dire que la politique russe de l'étranger proche se verra placer sous un angle beaucoup plus comminatoire. Alors que l'ancien-nouveau président n'hésitera pas à user de toutes les cartes stratégiques dont il dispose, notamment énergétiques, pour neutraliser les velléités de ces anciens satellites à pratiquer une politique trop émancipatoire.

Du reste, le contournement du transport gazier déjà effectif par le pipeline Nord Stream (le deuxième sera opérationnel avant fin 2012) via la mer Baltique est une preuve criante de la volonté de la Russie de s'affranchir de sa dépendance envers les circuits classiques de transit mais surtout de pouvoir stopper l'alimentation en gaz aux pays de l'Europe de l'Est sans pour autant compliquer ses relations avec ceux de l'Europe de l'Ouest.

Le nouveau cercle

C'est dans la ville de Ekaterinbourg en juin 2009 qu'a été formalisé ce qui n'était jusqu'à l'an 2000 qu'une projection théorique des forces économiques en 2050, les BRICS ont formellement pris conscience de leur poids émergent au détriment d'un camp occidental qui peine à conserver la balance de force classique.

Bien que n'ayant pas une portée politique déterminante, les BRICS représentent pour la Russie une formidable enceinte afin d'approcher les nouvelles puissances de l'échiquier international avec lesquelles elle partage les mêmes positions, notamment lors de décisions au sein de l'ONU.

La Chine est désormais le premier fournisseur et le troisième client de la Russie. Un partenariat qui trouve son écho dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). La solution trouvée en 2004 au différend de l'île Damansky/Zhenbao sur le fleuve Ousourri, grâce notamment à l'action de Vladimir Poutine, a permis de vider un vieil abcès territorial datant de 1969. Cependant, des contentieux persistent, particulièrement sur le problème de la contrefaçon ou encore l'approvisionnement chinois en matières

premières en provenance d'Asie Centrale, notamment depuis le Kazakhstan.

Toutefois, l'harmonie qui se dégage lors des séances du Conseil de Sécurité de l'ONU témoigne d'un alignement commun qui trouve son origine au sein de l'OCS. Cette dernière qui va bientôt devoir statuer sur l'entrée du deuxième géant démographique mondial qui n'était jusqu'alors, et au même titre que son rival pakistanais, contenu qu'au rang de simple membre observateur. Une amitié russo-indienne de longue date et qui ne semble nullement menacée, en exemple, le succès du projet militaire commun des deux pays d'avion furtif de cinquième génération PAK FA/T-50.

De ce fait et dans la même lignée, la Turquie a aussi formulé son souhait d'adhérer à l'OCS. Ankara, qui ne porte plus le projet européen en grande estime est tout comme la Russie à cheval à la fois en Europe et en Asie, tout en partageant avec elle cette défiance accrue des pays Européens à son encontre. D'ailleurs au-delà de la symbiose politique entre les deux pays eurasiatiques, la coopération énergétique est très soutenue, l'exemple de l'accord sur le nucléaire civil signé en mai 2011 prolongeant à plus grande échelle la construction de la première centrale nucléaire turque à Akkuyu en est la preuve palpable. Unique bémol dans le tableau : comment gérer l'appartenance de la Turquie à l'OTAN et sa future adhésion à l'OCS ? Cependant, la demande d'Ankara illustre déjà un changement sensible du positionnement des autorités turques à cet égard.

Dans la petite ville de Strelna, près de Saint-Petersbourg, s'est tenue en novembre 2011 une réunion des membres de l'OCS où a été évoquée l'idée d'un club énergétique des membres de l'organisation. Cela signifierait que la région conflictuelle de l'Asie Centrale cesserait d'être le champ de bataille énergétique, du moins entre la Chine et la Russie. Cela signifierait aussi la désignation d'un rival (à défaut d'ennemi) commun. Rappelons que l'OCS ne se caractérise pas uniquement par son volet militaire mais aussi économique, et à ce titre a initié une plate-forme de financement des pays en difficulté qui fut mis à profit lors de la crise financière mondiale pour soutenir principalement les membres d'Asie Centrale en pleine turbulence.

Dans la petite ville de Strelna, près de Saint-Petersbourg, s'est tenue en novembre 2011 une réunion des membres de l'OCS où a été évoquée l'idée d'un club énergétique des membres de l'organisation. Cela signifierait que la région conflictuelle de l'Asie Centrale cesserait d'être le champ de bataille énergétique, du moins entre la Chine et la Russie. Cela signifierait aussi la désignation d'un rival (à défaut d'ennemi) commun. Rappelons que l'OCS ne se caractérise pas uniquement par son volet militaire mais aussi économique, et à ce titre a initié une plate-forme de financement des pays en difficulté qui fut mis à profit lors de la crise financière mondiale pour soutenir principalement les membres d'Asie Centrale en pleine turbulence.

Poutine III : le mandat de tous les dangers

L'avantage majeur de Vladimir Poutine aura été de ne pas s'être mis en retrait des affaires internationales. En restant Premier ministre de Medvedev, cela l'a aussi rapproché des populations russes en étant porté sur les affaires intérieures du pays pour le suivi des projets de développement nationaux. Ce prolongement interne ainsi que sa position au Kremlin lui aura permis de garder à la fois un œil sur l'ensemble des dossiers d'importance



nationaux et internationales qui lui seront remis maintenant que sa victoire électorale est effective.

Beaucoup de spécialistes de la Russie prédisent que le mandat Poutine III sera celui de tous les dangers. Le président Russe sera attendu sur tous les fronts, autant intérieurs qu'extérieurs. Car les forces et les ressources de la Russie devront être en priorité destinées à consolider l'existant et les programmes lancés pour achever de combler le gap des années 90. Au niveau international, la Russie est sous pression internationale concernant deux dossiers importants, celui de la Syrie et celui de l'Iran. Sur le plan intérieur, l'équipe de Poutine doit s'atteler à consolider les acquis de ces dernières années tout en continuant à combattre la corruption qui ne cesse de ronger l'ensemble du corps étatique et économique russe et ce depuis la Perestroïka.

Dans ce scénario à équations multiples, des inconnus demeurent toutefois : le risque de l'usure d'un pouvoir aux affaires depuis trop longtemps et la lassitude montante d'une partie de la population à l'égard des élections et des caciques du régime, le ratio entre subsides destinés aux projets civils et ceux destinés aux militaires, ainsi que le renouvellement des projets nationaux d'envergure, la diversification des subsides de l'État autre que la manne de l'extraction/exploitation des ressources fossiles. Tout cela sans pour autant amorcer une « brejnevisation » de la vie politique Russe.

L'ancien-nouveau président Poutine aura l'avantage d'arriver dans un pays modérément stable, avec un risque très faible de basculer dans une période de troubles. Cependant tout en maintenant des positions

fermes à l'extérieur dont on connaît d'ores et déjà les grandes lignes, c'est surtout, comme cité avant, à l'intérieur que Poutine devra avancer sur plusieurs chantiers. A défaut, il prendra le risque de perdre l'affection de cette classe moyenne, issue de la fin des années '90 qu'il aura grandement contribué à faire émerger et qui tout en étant soucieuse de l'indépendance et la souveraineté de son pays, car patriote de par sa culture russe et soviétique, aura à cœur et comme objectif de bénéficier d'avancées sociales et d'infrastructures remises à neuf.

Poutine en bon stratège et grand admirateur non de Staline mais du réformateur Piotr Stolypine devra l'imiter sous peine de renforcer une opposition intérieure et extérieure déjà sur les dents.

La doctrine Poutine

Reélu pour la troisième fois, Vladimir Poutine a affirmé que son action en politique étrangère ne va pas différer de ce qu'il a annoncé lors de son interview du 27 Février 2012 au journal Moskovskie Novosti

ONU

Il est important que l'ONU et le Conseil de sécurité puissent résister aux dictats de certains pays et lutter contre l'arbitraire sur la scène internationale

Pays Baltes

La Russie agira avec une grande détermination pour que la Lettonie et l'Estonie mettent en œuvre les nombreuses recommandations concernant le respect des droits des minorités ethniques. L'infâme statut de «non-citoyen» est inacceptable.

Union Européenne

La Russie fait partie intégrante et de manière organique de la Grande Europe et de la civilisation européenne
La Russie propose de créer un espace économique et culturel commun de l'Atlantique au Pacifique, «l'Union de l'Europe».

Printemps Arabe

Dans les pays où s'est produit le printemps arabe, les sociétés russes y perdent des marchés. La Russie envisage de coopérer activement avec les nouvelles autorités des pays arabes.



Le Maghreb vu de Tunis

Entretien avec Hatem Bensalem

Homme politique tunisien et diplomate aguerri, Hatem Bensalem fut tour à tour ambassadeur de Tunisie dans des pays d'Afrique de l'Ouest, représentant permanent au bureau de l'Onu à Genève puis Ministre de l'Education nationale.

Un an après la chute de Ben Ali et avec la tenue d'élections démocratiques à l'automne dernier peut-on dire que la révolution est achevée en Tunisie ? De même pensez-vous que le triumvirat Marzouki, Jebali, Ben Jaafar soit à même de parachever la période transitoire cruciale que traverse le pays ?

Les Tunisiens sont divisés et peinent à s'accorder autour des objectifs de la révolution. Pour une majorité de citoyens, il est grand temps de sortir le pays de cette très mauvaise passe économique et sociale qui hypothèque son avenir et l'empêche de vivre pleinement cet extraordinaire momentum démocratique.

Pour une autre partie non négligeable de la population, la révolution a été dévoyée par ceux qui, aujourd'hui, détiennent tous les rouages du pouvoir et profitent de ses privilèges sans avoir réellement participé aux événements de janvier 2011. Pour ces irréductibles, la révolution reste à faire, surtout qu'il existe un risque réel d'émergence d'un nouveau totalitarisme. Le peuple n'acceptant pas que sa révolution lui soit confisquée, doit donc résister.

Face à ces défis, la troïka semble ne pas saisir l'ampleur de la crise protéiforme qui mine le pays.

De surcroît, le déséquilibre des forces – en faveur des islamistes – et les personnalités aux antipodes des leaders de la coalition au pouvoir, n'œuvrent pas à la stabilisation de la situation et à la résolution des problèmes à l'origine de la révolte des jeunes. C'est pour ces raisons, essentiellement, que la transition vit une période incertaine et peut être porteuse de grands dangers. Or, il est impératif qu'au cours des deux prochaines années, le pays reprenne le chemin de la stabilité et de la paix sociale.

La Tunisie doit se doter d'une Constitution consensuelle et d'un Gouvernement capable de répondre sérieusement aux attentes populaires en matière économique mais aussi dans le domaine sécuritaire actuellement défaillant. Ceci ne sera possible que par l'émergence d'un modèle démocratique qui préserve l'Islam de toute manipulation politicienne ce qui reconciliera les Tunisiens avec eux-mêmes et avec leur Histoire. **Un débat**

d'un genre nouveau a pénétré la scène publique tunisienne, celui entre laïques et islamistes. Quelle incidence selon vous sur cette société présentée comme avant-gardiste dans le reste de la région du Maghreb arabe ?

C'est un faux débat dont le timing étonne à maints égards. Assimiler la laïcité à l'apostasie est tout simplement ne pas saisir cette occasion historique d'ancrer définitivement la Tunisie dans la modernité. Le peuple Tunisien n'a aucune leçon à recevoir en matière de foi et de religion et il est inacceptable que cette question soit aujourd'hui la cause d'une véritable fitna dont les conséquences pourraient être désastreuses pour l'équilibre sociétal tunisien.

Jamais la sédition n'a autant menacé notre pays et ceux qui assument la responsabilité d'un tel péril seront très sévèrement jugés par l'histoire. Il est donc, primordial pour la classe politique, mais aussi la société civile, d'éviter ce piège et d'entamer sérieusement la construction de la maison Tunisie dans le cadre d'un projet national qui réaffirme et renforce notre appartenance à la civilisation arabo-musulmane mais scelle, sans équivoque et irrévocablement, notre destin dans la modernité.

Le Président Marzouki a récemment effectué une visite chez ses pairs maghrébins pour tenter de réanimer une organisation moribonde : l'UMA. Du point de vue tunisien, son renouveau vous semble-t-il irréversible ?

Ce n'est, en tous cas, pas la première fois que la Tunisie tente vainement de ranimer ce corps inerte qu'est devenue l'UMA. La relance de l'Union ne se fera pas à l'esbroufe mais doit passer d'abord par une refondation du dialogue maghrébin. Le conflit du Sahara est assurément un obstacle à la relance du rêve maghrébin mais il n'est pas rédhibitoire. Les principaux concernés peuvent régler ce conflit fratricide en dehors de toute immixtion tierce qui ne fera, d'ailleurs, que compliquer les choses. L'urgence, maintenant, c'est de mettre en marche une Union de

projets structurants car il y va de notre survie en tant que Nations indépendantes. La mondialisation est en train de nous pousser hors de ce siècle et ce sera là notre plus grande faillite vis-à-vis des générations futures.

Comment les pays du Maghreb (Tunisie et Algérie en tête) doivent-ils, selon vous, gérer le dangereux engrenage dans lequel est en train de s'embourber la révolution libyenne ?

Nous devons aider la Libye à construire son modèle démocratique et surtout à panser ses plaies. Nous avons-Marrocaïns, Algériens et Tunisiens - le devoir de mettre notre expertise au service de nos frères libyens. Je pense, notamment, au rôle que pourront jouer nos sociétés civiles dans la mise en place de l'Etat de droit et des mécanismes de promotion et de protection des droits de l'Homme. Une initiative tripartite pourrait, également, contribuer à désarmer pacifiquement les milices qui sont le

vrai danger pour la stabilité de ce pays. Ne laissons pas les libyens seuls face aux prédateurs de tous bords dont l'unique intérêt est de transformer ce pays en champ de ruines pour mieux profiter de ses richesses.

Un enjeu de taille : la sécurité régionale. Aqmi, rébellions Touaregs au Mali, la prolifération des armes en Libye ; l'UMA plus qu'une nécessité à ce niveau-là ?

Baucoup d'entre nous ne saisissent pas la gravité exceptionnelle de la situation aux frontières sahariennes. Jamais l'Aqmi n'a eu les mains aussi libres, jamais ce groupuscule terroriste n'aurait pu imaginer que deux acteurs incontournables de la sécurité régionale subsaharienne-la Tunisie et la Libye- puissent se retrouver, en si peu de temps, dans une situation d'alliés putatifs de cette organisation adepte de la violence aveugle. A nos frontières immédiates, une véritable machine de guerre est en cours d'échauffement et dispose de moyens militaires insoupçonnables il y a quelques mois seulement. Notre réponse pour nous prému-



nir contre le fléau de l'Aqmi, ce n'est pas l'UMA mais une nouvelle organisation militaire saharienne dont la mission sera d'organiser une lutte sans merci afin d'éradiquer l'hydre terroriste.

Des élections législatives sont prévues pour mai prochain en Algérie, comment sont-elles appréhendées du côté de Tunis ?

L'Algérie est un grand pays qui a prouvé tout au long de son histoire contemporaine qu'il peut toujours rester au-dessus des contingences. Toutefois, il faudra pour les prochaines législatives être attentif à ce que des parties extérieures n'essaient pas d'encourager les dissensions et de créer les conditions d'une éventuelle déstabilisation. Mon sentiment est que l'Algérie est, aujourd'hui, une cible voire une proie convoitée par les forces sensibles à l'odeur du gaz et du pétrole. La vigilance devrait donc être de mise car l'Algérie reste une pièce maîtresse sur l'échiquier géostratégique méditerranéen.

Dernière question : les Printemps arabes seront-ils l'impulsion qui manquait pour rebâtir l'UMA ?

Sincèrement, je ne le pense pas car je crois fortement que l'UMA ne peut plus se permettre de se limiter à l'affectif pour ressusciter. S'il y a des intentions sérieuses de reconstruire ce projet commun, toutes les parties doivent s'assumer et se positionner clairement sur la base de leurs intérêts réciproques. On ne peut pas aspirer à réaliser un projet de cette envergure en le dotant de structures atteintes de nanisme et en les mettant dans l'incapacité d'être à la hauteur des aspirations de tous les maghrébins. Il ne faut plus avoir peur, maintenant, de crier ses frustrations et de libérer sa parole pour aborder la question de l'avenir de l'UMA, c'est peut-être là, d'ailleurs, l'un des plus importants apports du Printemps arabe !

Entretien mené par Talal Salahdine, Responsable Stratégie et Communication de l'Institut Amadeus

Turquie, la tentation arabe...

Par Talal Salahdine

Septembre 2011, les images ne trompent pas : la Turquie, à l'instar de son Premier Ministre Recep Erdogan, jouit d'une excellente image dans le monde arabe. Les scènes de l'accueil réservé au chef de l'Exécutif turc en Egypte, Libye ou encore Tunisie ainsi que les témoignages de sympathie, d'admiration voire de reconnaissance qui auront accompagné ses visites dans l'Afrique du Nord post Printemps arabe en sont le parfait descriptif. Les stéréotypes qui dépeignaient exclusivement la Turquie comme à la fois comme l'héritière de l'Empire ottoman, ancienne puissance colonisatrice, et une république laïque farouchement opposée à l'islam, semblent avoir fait leur temps.

Pour expliquer cette haute estime, il y a eu bien sûr la multiplication des tensions avec Tel Aviv. Des critiques très virulentes de la Turquie au sujet de l'attaque israélienne sur Gaza en décembre 2008 à la quasi déclaration de guerre suite au raid « préventif » sur le ferry turc Marmara en passant par l'incident -très apprécié de ce côté-ci de la Méditerranée - de l'altercation à Davos entre Erdogan et Shimon Peres ; les positions d'Ankara se sont très souvent alignées sur les aspirations des peuples arabes (à défaut de celles de

leurs propres gouvernements !) sur la ô combien sensible question palestinienne. Paradoxal est ce monde arabe à grande majorité sunnite qui voit un turc (et donc non arabe) succéder à un chiite (Hassan Nasrallah, NDRL) au statut de héros des foules.



Mais aux côtés de cet implacable baromètre de popularité que constitue au sein des populations arabes la nature des rela-

tions avec l'Etat hébreu, c'est surtout grâce au soutien (au départ il est vrai quelque peu hésitant) vis-à-vis des révoltes populaires liées au Printemps arabe que la Turquie a remporté l'adhésion. Du bon côté de l'Histoire donc pour ce pays qui, de par la multiplication d'initiatives d'ordre politique, économique et social, aspire à conforter son rôle de puissance régionale. Il faut dire que depuis 2007, année du début du second mandat de l'AKP, on assiste à une nouvelle politique étrangère turque, davantage engagée au Moyen Orient.

D'aucuns argumenteront que las de se voir signifier des refus répétés pour une adhésion à l'Union Européenne, Ankara décide d'opter pour un rapprochement avec le monde arabe, celui-là même avec lequel elle avait, depuis la chute de

tion du forum MEDays, le Ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, par ailleurs l'un des principaux investisseurs de ce revirement stratégique, l'a clairement affirmé : conjoncture de printemps arabe aidant, son pays ne saurait faire l'économie d'un partenariat accru avec ses voisins immédiats. Unité de l'Irak où le spectre de l'indépendance de la région déjà (très) autonome kurde est une réelle source d'inquiétude pour Ankara, crise en Syrie, nucléaire iranien, gestion de l'après Printemps arabe en Afrique du Nord et renforcement des liens économiques avec l'ensemble des pays de la région, cette approche pousse la diplomatie turque à agir sur tous les fronts Est et Sud.

Interlocuteur privilégié de la Ligue arabe, la Turquie siège désormais à toutes les réunions importantes de cette institution plus que jamais sur le devant de la scène (voir précédent papier : La ligue Arabe : un pas en avant, deux pas en arrière ? Géopolitik num 3)

Evidemment, la concertation avec les grandes puissances que sont les Etats Unis et l'Union Européenne (avec lequel le sujet de l'adhésion est malgré tout toujours d'actualité) demeure de mise. La Turquie est un acteur majeur de l'OTAN et le restera. Elle aura juste ces dernières années dévoilé au grand jour une réalité qu'elle se refuse désormais de cacher : une proximité géographique, historique, religieuse, culturelle et qu'elle ambitionne également politique et économique avec ses voisins arabes.

l'Empire ottoman et l'avènement de la république kémaliste, pris ses distances. Intervenant lors de la quatrième édi-



Retrouvez les analyses et les entretiens
d'experts portant sur les enjeux politiques
et économiques des pays du Sud
sur le site de l'Institut Amadeus.

www.institutamadeus.com

Institut Amadeus

6, rue Annessime, Sect 9 bloc I
Hay Riad 10100, Rabat
Maroc
Tél. : (+212) (0) 537 71 70 82
Fax : (+212) (0) 537 57 11 83

Equipe de publication

Revue dirigée par
Brahim FASSI-FIHRI

Centre d'Analyses et de Publications

Gouvernance et Prévention des Conflits
Amine AMARA

Economie et Développement
Frédéric BARANGER
Soraya OULAD BENCHIBA
Abdelfetah AIT AMMI

Communication
Talal SALAHDINE

Edition et réalisation
Amine AMARA
Frédéric BARANGER

Les auteurs peuvent être contactés par courrier électronique – prénom.nom@amadeusonline.org